Périodiques non canadiens

C'est parce que je redoute tellement la censure de l'État sur les publications, que j'hésite, d'après ma propre expérience dans ce domaine, à accepter qu'on inscrive dans la loi une formule qui forcerait une publication à modifier son contenu, et que l'application de cette formule soit confiée à un fonctionnaire ou à un bureaucrate qui aurait le pouvoir de décider ce qu'un rédacteur pourrait ou non écrire.

Je ne me préoccupe pas tant du contenu des publications. Cela m'inquiète moins que la question de la propriété et de l'octroi des permis au Canada. Si vous considérez tout cela, vous constaterez que ma suggestion serait une solution au dilemme dans lequel nous enferme ce bill, qui, s'il contient de bons articles, comme ceux qui portent sur la radiodiffusion, en contient d'autres qui m'inquiètent beaucoup. Je ne crois pas que le bill dans sa forme actuelle puisse nous permettre d'atteindre le but que nous visons et sur lequel je suis d'accord avec le ministre, c'est-à-dire d'aider à renforcer l'industrie de l'édition canadienne. Je demande au ministre de réfléchir sérieusement à ces remarques, et je déciderai du sens de mon vote lorsque je lirai le discours qu'il prononcera à la fin du débat.

M. Marke Raines (Burnaby-Seymour): Madame l'Orateur, je n'ai rien compris à ce flot de paroles qui a déferlé sur cette question. On nous a parlé, par exemple, de censure, du contrôle gouvernemental et de mesure punitive de la part du gouvernement. J'exhorterais les député à revenir à la question fondamentale à l'étude: les revues *Time* et *Reader's Digest*.

Si je comprends bien, et c'est, semble-t-il, également l'avis du cabinet, il s'agit ici d'une concession fiscale spéciale et de sa suppression. C'est là le cœur du problème. Je présume qu'on en saisira le comité de la radiodiffusion, des films et de l'assistance aux arts, dont je fais partie. Je tiens à préciser que je prêterai attention à tous les arguments des porte-parole, et ils seront nombreux, j'en suis sûr, du *Time* et du *Reader's Digest*. J'écouterai leurs arguments avec grand soin.

Autant que je puisse en juger, tout se ramène aux dégrèvements fiscaux accordés il y a 10 ans je ne sais trop pourquoi. Quoi qu'il en soit, le gouvernement décide aujourd'hui dans sa sagesse de les supprimer.

Où se situe la question de censure? Le contenu du *Reader's Digest*, *Time*, *Playboy* et *Newsweek* ne m'intéresse guère. Les Canadiens continueront d'acheter ces revues et je suis certain que les entreprises continueront de les publier et de les mettre en vente au Canada. *Time* et *Reader's Digest* sont deux des magazines les plus rentables au monde et les éditeurs continueront de publier ce qu'ils veulent, dans les pays de leur choix et les revues continueront de se vendre au Canada.

Cela me dépasse que l'on puisse interpréter le retrait des privilèges comme une mesure répressive. J'ai dû manquer une partie du raisonnement sur lequel on a appuyé pareille interprétation. Il n'y a de censure d'aucune sorte et je cherche en vain quelque aspect répressif à la mesure.

[M. Roche.]

Le gouvernement retire tout simplement des privilèges fiscaux.

Les éditeurs ont dit qu'ils aimeraient bien conserver ces privilèges fiscaux, et nous ont demandé ce qu'ils doivent faire. Nous leur avons répondu qu'ils devaient se canadieniser, car seuls les éditeurs canadiens ont droit à ces concessions fiscales qui ont été conçues pour encourager l'industrie. Si *Time* et *Reader's Digest* veulent modifier leur contenu, c'est leur affaire. Voilà un autre aspect qui fera l'objet de discussions au comité.

A remarquer que l'éditorial des revues *Time* et *Reader's Digest* provient de leur bureau central respectif aux États-Unis. Voilà qui est très bien. J'aime bien lire des textes en provenance des États-Unis, et sans doute maints députés lisent *Newsweek* et d'autres périodiques. Pourquoi les Canadiens devraient-ils subventionner ces entreprises? Pour moi, c'est simplement la question d'attacher le grelot au chat.

M. Baker (Grenville-Carleton): Vous voulez dire attacher le chat au grelot.

M. Raines: Si le député ne connaît pas encore cette petite histoire, il pourra la lire durant son cours de français élémentaire.

L'Orateur suppléant (Mme Morin): A l'ordre. Comme il est 4 heures, la Chambre passe maintenant à l'étude des mesures d'initiative parlementaire inscrites au *Feuilleton* d'aujourd'hui, c'est-à-dire les avis de motion, les bills publics et les bills privés.

INITIATIVES PARLEMENTAIRES— MOTIONS

[Traduction]

M. Reid: Madame l'Orateur, vous constaterez que l'on est d'accord pour passer à l'étude de la motion n° 36 inscrite au nom du député de Hillsborough (M. Macquarrie), sous la rubrique «Avis de motions émanant des députés».

M. Baker (Grenville-Carleton): C'est d'accord.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Les motions qui la précèdent conserveront-elles leur rang?

M. Reid: Oui, à la demande du gouvernement.

M. Baker (Grenville-Carleton): Sans parler de l'opposition officielle.

L'Orateur suppléant (Mme Morin): Plaît-il à la Chambre de passer à l'étude de la motion n° 36 inscrite au nom du député de Hillsborough (M. Macquarrie) et de reporter, à la demande du gouvernement, tous les autres avis de motion qui la précèdent?

Des voix: D'accord.